

OCTOBRE 1957 : LE FLN DÉTRUIT LE SYNDICAT USTA

Après la Grande Guerre, les travailleurs algériens, majoritairement kabyles, adhèrent à l'Étoile Nord-Africaine créée par le PCF et à la CGTU. Depuis l'Étoile et jusqu'au MTLD, les travailleurs algériens participent en France à toutes les luttes du mouvement ouvrier.

En 1954, l'émigration algérienne est

« dans son immense majorité sous l'influence de Messali car seul le MNA, issu de la scission du MTLD, existe comme parti politique organisé.¹ »

Lorsqu'il veut implanter le FLN en France, Mohamed Boudiaf tient au début de 1955 une réunion au Luxembourg qui regroupe les cadres de l'est de la France (Sochaux, Mulhouse) et la poignée de permanents restés fidèles aux Centralistes par la *mensualité*. Puis il charge Mourad Tarbouche, un ancien permanent, de profiter de la répression massive contre le MNA pour imposer le FLN en France en regroupant tous les antimessalistes ; il est aussi chargé d'organiser un attentat contre Messali Hadj.²

Ce n'est donc pas par le débat politique et par la confrontation des programmes que le FLN cherche à se construire dans l'émigration, mais en intervenant de l'extérieur où il dispose d'importants moyens financiers, en s'appuyant sur les bureaucrates de l'ancien appareil centraliste, les étudiants qui leur sont proches et en employant la violence.

La présence massive des messalistes au rassemblement de la CGT le 1^{er} mai 1955 et à la manifestation du 9 mars devant le Palais Bourbon établissent que le MNA était le parti dans lequel se reconnaissait la quasi-totalité de l'émigration ouvrière algérienne. Le 12 mars 1956, le vote des pouvoirs spéciaux engage pour la première fois le contingent français dans une guerre coloniale. Dans la semaine qui suit, un millier de militants et de syndicalistes de l'USTA qui vient d'être créée sont arrêtés.

Le 1^{er} juillet 1956, le ralliement des militants du PCA et de l'AGTA au FLN ont ruiné le cadre commun aux Européens et Musulmans et poussé, après l'emploi du terrorisme, la majorité des Européens dans les bras des partisans de l'Algérie française. D'autant que le Parlement en votant les pouvoirs spéciaux, avait créé une situation nouvelle avec l'envoi de milliers de soldats en Algérie.

En France, depuis la création de l'USTA en février 1956, le PCF s'engage dans une lutte contre le jeune syndicat, certains de ses membres n'hésitant pas à employer les méthodes utilisées par le Guépéou pendant la guerre d'Espagne : c'est ainsi que le 29 avril 1956, la police arrête deux dirigeants du FLN : Salem Kalouche et Nouia Aïssa, membres de la Commission exécutive de l'UD-Rhône de la CGT. Ils détenaient un important arsenal : 100 pistolets automatiques, 200 chargeurs, 100 grenades, 48 mitraillettes. Quelques mois plus tard, à Ivry, se tient au domicile du secrétaire général du PC marocain Ali Yata, une réunion des responsables régionaux du FLN qui exigent l'armement des militants et la création de groupes de choc.³

Il existe donc une relation étroite entre le vote des pouvoirs spéciaux par le PCF et la campagne massive de dénonciation de l'USTA dans les usines et les localités communistes. En France, depuis mai 1957, le remplacement du gouvernement Guy Mollet par ceux de Bourges Maunoury puis de Félix Gaillard a créé une situation politique nouvelle marquée par l'échec de la politique algérienne du gouvernement Guy Mollet et un important reflux du mouvement ouvrier et démocratique. C'est dans ce contexte qu'est signé l'accord contre révolutionnaire entre André Tolle, membre du Bureau politique du PCF et le FLN, dont le principal dirigeant politique est Mohammed Harbi.

Les conditions politiques sont alors réalisées pour détruire l'USTA qui a tenu son premier Congrès en juin 1957. Tandis que la CGT mène une violente campagne contre l'USTA et qu'en août, André Tolle préside dans un local cégétiste de la Grange-aux-Belles, l'Association des

travailleurs algériens (AGTA), les commandos de tueurs du FLN, souvent recrutés dans la pègre, se déchaînent et en deux mois, le syndicat USTA est décapité.

Le 20 septembre 1957, Ahmed Semmache, responsable de l'USTA de la région parisienne est assassiné. Le 24 tombe Mellouli Saïd, responsable de la section USTA de la régie Renault et Hocine Maroc, le 7 octobre. Ce sera ensuite le tour des deux principaux dirigeants de l'USTA : Abdallah Filali, cofondateur du PPA avec Messali Hadj et Ahmed Bekhat.

Sur ce massacre, le chef FLN Ali Haroun écrit :

« Octobre et septembre 1957 seront deux mois noirs pour le MNA. Semmache Mohamed, officiellement secrétaire de la région parisienne de l'USTA est abattu le 20 septembre. Quatre jours plus tard tombe H.Maroc, autre responsable. Le 7 octobre, Abdallah Filali, membre de la direction du MNA et secrétaire général messaliste, est grièvement blessé. Il décèdera quelques jours plus tard. Enfin, le 28 octobre, c'est le secrétaire général lui-même, Ahmed Bekhat, qui tombe sous les balles du FLN. Pourquoi cet acharnement contre des hommes qui, apparemment, mènent une action syndicale dans l'intérêt de la masse laborieuse des émigrés algériens ? »

La raison principale est dit-il, qu'il existait une « collaboration entre police française et MNA-USTA »⁴

À ce sujet Albert Camus, rencontré pendant les obsèques d'Ahmed Bekhat, a écrit dans la *Révolution prolétarienne*

« Allons-nous laisser assassiner les meilleurs syndicalistes algériens par une organisation qui semble vouloir conquérir, au moyen de l'assassinat, la direction totalitaire du mouvement algérien ? Les cadres algériens, dont l'Algérie de demain, quelle qu'elle soit, ne pourra pas se passer, sont rarissimes (et nous avons nos responsabilités dans cet état de choses). Mais parmi eux, au premier plan, sont les militants syndicalistes. On les tue les uns après les autres, et à chaque militant qui tombe, l'avenir algérien s'enfoncé un peu plus dans la nuit. Il faut le dire au moins, et le plus haut possible, pour empêcher que l'anticolonialisme devienne la bonne conscience qui justifie tout, et d'abord les tueurs. »

Historien, ancien rédacteur du journal de l'USTA *La Voix du travailleur algérien* et secrétaire de son premier congrès de juin 1957, j'invite M. Mohamed Harbi, le principal dirigeant politique de la Fédération de France du FLN, signataire de l'accord avec André Tollet et acteur dans la mise en place de l'AGTA, à un débat public en restant exclusivement sur le terrain de l'histoire, sur deux points : la guerre du FLN en France et les modalités de la caporalisation de l'émigration par des groupes de choc.

À un moment où l'on commémore la journée tragique du 17 octobre 1961, faire le silence sur le massacre de la direction de l'USTA et de plusieurs centaines de syndicalistes algériens en France par le FLN, disqualifie tous ceux qui se présentent comme des historiens.

Jacques Simon

17 octobre 2011

Notes

1. Ali Haroun. *La 7e wilaya. La guerre du FLN en France, 1954-1962*, Le Seuil, 1986, p.47.
2. M.Harbi. *Le FLN, mirage et réalités, des origines à la prise du pouvoir (1945-1962)*. Jeune Afrique, 1980, p.152.
3. Abdelhamid Gazzarak. *Ferhat Abbas se détermine*. « Historia Magazine », n°12, 8 décembre 1971.
4. Ali Haroun, op.cit, pp.259-260.